

de la République Coty, de Pflimlin et du M.R.P., de Mollet et du parti socialiste, de Pinay et des « indépendants ». Cela n'était-il pas prévisible au moment même où Pflimlin faisait le fanfaron? Pourquoi avoir voté en sa faveur? Quelle géniale direction que celle qui est incapable de prévoir, sur la base d'une analyse de la dynamique des forces sociales en France, le comportement de représentants de la bourgeoisie dans une crise comme celle ouverte par le 13 mai!!

Erreur dans le domaine de la tactique parlementaire, pourrait-on dire. Le Parti a fait malgré tout, tout ce qu'il a pu dans le pays pour mobiliser les masses. C'est ce qu'affirme un passage de la thèse 21: « Le Parti a mobilisé les masses et s'est appuyé sur elles pour organiser la résistance au chantage d'Alger. » Pourquoi donc alors, les membres du Comité Central haranguèrent-ils les manifestants, qui se rendaient à un meeting du Cirque d'Hiver, interdit quelques heures plus tôt par Pflimlin, pour les engager à regagner leur domicile?

On lit bien à la fin de la thèse, il est vrai: « Cependant, nous n'avons pas fait un effort suffisant afin d'entraîner **les larges masses à apporter à cette politique un appui suffisant pour en assurer le succès.** »

C'est se moquer du monde! On ne peut **à la fois** voter pour Guy Mollet qui continue la guerre en Algérie en s'appuyant sur le vote des pouvoirs spéciaux et demander aux rappelés, aux travailleurs de coordonner leur lutte contre la guerre d'Algérie. La haute direction du P.C.F. le sait bien qui s'est opposée pendant les mois de mars, avril, mai, juin, juillet 1956 à la formation de Comités cantonaux, se fédérant en Comités départementaux et en Comité national de lutte. C'était la voie pour unir dans un seul combat les actions nombreuses mais dispersées sur l'ensemble du territoire. Mais ayant voté pour Guy Mollet, il ne fallait pas le gêner. C'était donnant, donnant: on vote, mais le mouvement dans le pays ne prendra pas une trop grande ampleur; à vous de faire la paix.

Comment peut-on à la fois voter pour Pflimlin et passer outre à l'interdiction de meetings comme celui du Cirque d'Hiver? Comment peut-on l'investir et demander aux masses d'engager une lutte contre lui? Porter ses suffrages sur un nom c'était les porter sur une politique, c'était provoquer l'attentisme dans les masses dont a profité la réaction.

\*  
\*\*

Le « programme immédiat de salut du pays » reçoit lui aussi sa part de justification tout au long de la thèse 20.

S'il n'est pas question de blanchir les chefs socialistes, le P.C.F., d'autre part, a une influence sur la classe ouvrière beaucoup plus profonde que la S.F.I.O. Par le nombre de ses adhérents et de ses électeurs, par le rôle que ses militants jouent dans la C.G.T. Il est la principale force politique dans la classe ouvrière. C'est le P.C.F. qui détient depuis 1944, au moins, la clef de la situation française. C'est pour cela que le recul ou l'essor du mouvement ouvrier doit, en grande partie, lui être imputé. Comment le maintient pendant des années du mot d'ordre d'Union Française, même assorti de l'adjectif « véritable », comment les ignominies déversées sur l'action des militants nationalistes algériens en 1945 au moment des massacres du Constantinois n'auraient-ils pas contribué « largement » à développer le chauvinisme chez les travailleurs?

L'autocritique, la direction la réserve tout simplement aux militants de base.

Le projet de thèses est large d'esprit. Il justifie non seulement sa politique mais même celle des autres Partis Communistes. La politique du gouvernement de l'U.R.S.S. en Hongrie, les attaques contre les « révisionnistes » yougoslaves, rien n'y manque, sauf la condamnation du « groupe antiparti » de Molotov. La thèse 13 rappelle en substance les déclarations adoptées en commun à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre (1957). Pourquoi ne mettrait-on pas entre les mains de tous les militants les documents de la Ligue des Communistes Yougoslaves? Ne seraient-ils pas capables par eux-mêmes de porter un jugement motivé? Ce serait évidemment trop dangereux. On

# Un document destiné

pourrait se rendre compte que sur la question des rapports du Parti et des organisations de masse, que sur la question du dépérissement de l'Etat, les Yougoslaves ne sont pas si révisionnistes que cela; que précisément le révisionnisme dans ces domaines du moins n'est peut-être pas du côté qu'on veut le faire croire.

## APRES LES CONTRE-VERITES... LES SILENCES

Pour élaborer une juste ligne politique, il faut non seulement tenir compte du passé, mais aussi procéder à une analyse de la politique du grand capital, de sa tactique et de sa stratégie.

Ces questions ont été traitées dans les thèses adoptées au 14<sup>e</sup> Congrès (au Havre). A lire cet ancien document on en conclut au caractère désuet du capitalisme français qui n'aurait pas d'autre politique que celle de restreindre la production, de vivoter, bref de se survivre. C'est incontestablement vrai pour un nombre relativement élevé d'usines grandes ou petites. C'est manifestement faux pour toute une série d'autres, qui telles les grandes entreprises sidérurgiques, ont renouvelé leur outillage, leur méthode et qui aspirent à trouver des débouchés. Qualifier la politique d'ensemble du capitalisme français de malthusianisme économique est une aberration. Ces élucubrations n'ont pas été reprises dans le projet soumis au P.C.F. pour le 15<sup>e</sup> Congrès. Mais on cherche en vain une appréciation d'ensemble de la politique du patronat français.

Certes il faut se féliciter que les thèses 4, 5, 6 et 9 surtout rappellent un certain nombre de principes de l'analyse marxiste contre toutes les sirènes du néo-capitalisme et du néoréformisme: « La fausseté des théories du néo-capitalisme et du révisionnisme apparaît avec plus d'évidence que jamais. Les faits eux-mêmes se chargent de lever toute équivoque sur les prétendues modifications dans la nature du capitalisme... il n'y a de changement fondamental ni dans les rapports de classe... ni dans les rapports d'oppression colonialiste ».

**Pour autant, on ne peut être quitte avec l'analyse de la société française**, qui seule peut permettre de comprendre les raisons profondes de l'avènement du régime bonapartiste. En réalité le complot algérien n'a été que l'occasion de renverser la démocratie parlementaire, la cause occasionnelle. « La politique des monopoles s'accommode de moins en moins de la démocratie » (thèse 2). Mais il faut dire pourquoi et en donner les raisons économiques profondes. La direction du P.C.F. le pourrait, si elle le voulait avec toute son armée d'économistes, ses multiples commissions consultatives auprès du Comité Central.

Si l'on n'analyse pas la stratégie du capitalisme français, si l'on continue à s'abriter derrière les mots passe-partout de la paupérisation dont d'ailleurs le texte ne nous dit plus si elle est relative ou absolue, on se condamne à ne pouvoir opposer à la politique du patronat et du gouvernement une politique ouvrière efficace. On se condamne à l'empirisme, et aux perspectives à la petite semaine.

## CONFUSIONS SAVAMMENT ENTRETENUES

Le passé, la situation présente ne sont pas la seule matière du projet de thèses. Le titre IV est consacré tout entier aux « Buts du Parti ». Si les procédés du panégyrique font l'essentiel des autres parties, la confusion est délibérément entretenue tout au long des thèses qui traitent des problèmes des perspectives et du socialisme. On y trouve pêle-mêle des affirmations révolutionnaires, d'autres qui feront plaisir à ceux qui se sentent une vive sympathie pour les formes les plus subtiles du révisionnisme.

« La lutte pour le socialisme se situe donc dans les perspectives de la lutte pour la démocratie et son progrès continu, de